

FORMULE 70D.4

COUR DU BANC DU ROI (Division de la famille)

Centre de _____

(Conformément à l'article 28 de la Loi d'interprétation, le masculin est utilisé dans un sens épïcène.)

ENTRE :

(nom au complet)

requérant

— et —

(nom au complet)

intimé

MÉMOIRE DE TRIAGE

Déposé par : le requérant
 l'intimé

l'avocat du requérant
 l'avocat de l'intimé

**Date de la rencontre
préalable au triage :**

_____, à _____
(jour de la semaine) (jour) (mois) (année) (heure)

(nom de l'avocat ou de la partie qui dépose le mémoire)

(adresse)

(n° de téléphone)

(n° de télécopieur)

(La partie qui agit en son propre nom indique, aux fins de signification, son nom et son adresse [y compris le code postal] ainsi que son numéro de téléphone.)

MÉMOIRE DE TRIAGE

(Cochez toutes les cases qui s'appliquent et biffez les énoncés qui ne s'appliquent pas à votre situation.)

PARTIE 1 — SITUATION FAMILIALE

1. **REQUÉRANT :** Âge : _____
 Profession et employeur : _____
 Jours et heures de travail : _____
 Lieu de résidence et quartier : _____

2. **INTIMÉ :** Âge : _____
 Profession et employeur : _____
 Jours et heures de travail : _____
 Lieu de résidence et quartier : _____

3. **DATES — RELATION :**

Mariés Conjoints de fait Aucune cohabitation n'a eu lieu

Date du mariage : _____

Date du début de la cohabitation : _____

Date de la séparation : _____

Durée de la relation : _____

4. Renseignements sur les enfants :

Nom de l'enfant	Âge	Niveau scolaire	Personne avec laquelle l'enfant vit actuellement

PARTIE 2 — QUESTIONS VISÉES PAR L'INSTANCE

5. Précisez les questions qui **ont été** réglées.

6. Précisez les questions qui **N'ONT PAS** été réglées (qui sont toujours en litige entre les parties).

7. S'agit-il de la modification d'une ordonnance en vigueur d'un tribunal de la famille?

- Non Oui (*Joignez une copie de l'ordonnance ou de l'entente dont vous demandez la modification.*)

8. Une ordonnance de protection est-elle en vigueur?

- Non Oui (*Joignez une copie de l'ordonnance de protection.*)

9. Demandez-vous l'annulation, la modification ou la révocation d'une ordonnance de protection, ou contestez-vous une telle demande?

- Non Oui (*Énoncez brièvement vos motifs.*)

10. Une ordonnance de cautionnement ou un engagement d'un tribunal de juridiction criminelle sont-ils en vigueur?

- Non Oui (*Joignez une copie.*)

11. Avez-vous demandé ou demandez-vous la modification d'une ordonnance de cautionnement ou de l'engagement d'un tribunal de juridiction criminelle?
- Non Oui (*Joignez une copie de l'ordonnance de modification ou donnez la date prévue de l'audition de votre demande.*)
12. Des instances prévues sous le régime de la *Loi sur les services à l'enfant et à la famille* qui ont une incidence sur un enfant sont-elles en cours?
- Non Oui (*Donnez des détails.*)
13. Aimerez-vous que certaines questions soient étudiées avant la première conférence de cause? (*Dans l'affirmative, veuillez cocher la [les] case[s] appropriée[s] et énoncer brièvement vos motifs.*)
- Annulation, modification ou révocation d'une ordonnance de protection
- Refus de confirmer la recommandation d'un juge puîné à l'égard des dates de cohabitation ou de séparation
- Autre question (*précisez*) :

PARTIE 3 — QUESTIONS EN LITIGE

ARRANGEMENTS PARENTAUX (temps parental, responsabilités décisionnelles ou droit de contact)

14. Si des arrangements parentaux sont en cause, est-ce qu'une évaluation parentale ou un accord de médiation parentale existe?
- Oui (*Joignez une copie de l'évaluation ou de l'accord.*)
- Non, l'évaluation n'est pas terminée (*Expliquez pourquoi elle ne l'est pas et fournissez la date d'achèvement prévue.*)
- Non, car les parties ne demandent pas d'évaluation ni d'accord de médiation
15. Décrivez brièvement les principaux différends quant aux arrangements parentaux ainsi que les solutions que vous proposez pour les régler. (*Joignez votre projet d'entente parentale au présent document.*)

ALIMENTS AU PROFIT DES ENFANTS ET DÉPENSES EXTRAORDINAIRES

16. Si une pension alimentaire pour enfants ou la modification ou l'annulation d'une telle pension est en cause, donnez le revenu des parties pour l'année en cours et pour les trois années précédentes :

Requérant : _____ \$ (année en cours)
 _____ \$ en 20_____
 _____ \$ en 20_____
 _____ \$ en 20_____

Intimé : _____ \$ (année en cours)
 _____ \$ en 20_____
 _____ \$ en 20_____
 _____ \$ en 20_____

(Joignez les calculs correspondants fondés sur les lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants.)

(Joignez la formule 70D « déclaration financière » dûment assermentée et accompagnée d'une preuve du revenu pour l'année en cours et d'une copie des imprimés provenant de l'Agence du revenu du Canada donnant le revenu et les déductions fiscales ou d'une copie des déclarations fiscales des trois années précédentes.)

17. Est-ce que des frais et dépenses extraordinaires sont en litige? *(Par exemple, des frais médicaux ou dentaires ou des frais de garde ou de scolarité universitaire pour les enfants.)*

Non Oui *(Joignez les calculs de ces frais accompagnés des documents justificatifs.)*

18. Décrivez brièvement les principaux différends quant aux aliments à verser au profit des enfants, ainsi que les solutions que vous proposez pour les régler.

19. Si vous avez un intérêt dans une corporation, donnez le pourcentage de votre droit de propriété et le revenu net de la corporation pour les trois dernières années.

_____ Pourcentage du droit de propriété
 _____ Revenu net de la corporation en 20_____
 _____ Revenu net de la corporation en 20_____
 _____ Revenu net de la corporation en 20_____

20. Est-ce que l'attribution du revenu est en litige?

- Non Oui *(Veuillez préciser en indiquant, par exemple : revenus non déclarés, déductions d'entreprise non raisonnables, déduction pour amortissement, rajustements facultatifs pour inventaire.)*

ALIMENTS AU PROFIT DU CONJOINT OU CONJOINT DE FAIT

21. Si les aliments à verser au conjoint ou conjoint de fait sont en litige, donnez le revenu des parties pour l'année en cours et pour les trois années précédentes :

Requérant : _____ \$ (année en cours)
 _____ \$ en 20_____
 _____ \$ en 20_____
 _____ \$ en 20_____

Intimé : _____ \$ (année en cours)
 _____ \$ en 20_____
 _____ \$ en 20_____
 _____ \$ en 20_____

22. Demande compensatoire? Non Oui Pourcentage _____
 Demande non compensatoire? Non Oui Pourcentage _____

23. Décrivez brièvement les différends qui portent sur les aliments à verser au conjoint ou au conjoint de fait ainsi que les solutions que vous proposez pour les régler.

(Joignez la formule 70D « déclaration financière » dûment assermentée et accompagnée d'une preuve du revenu pour l'année en cours et d'une copie des imprimés provenant de l'Agence du revenu du Canada donnant le revenu et les déductions fiscales ou d'une copie des déclarations fiscales des trois années précédentes.)

(Joignez les calculs fondés sur les lignes directrices sur les aliments au profit du conjoint en indiquant l'échelle des montants applicable [bas, moyens, élevés] et la durée des versements.)

BIENS FAMILIAUX

24. Si des biens familiaux sont en litige, joignez une Déclaration comparative des biens familiaux (formule 70D.5).

25. Décrivez brièvement les différends qui portent sur les biens familiaux ainsi que les solutions que vous proposez pour les régler.

26. Je n'ai PAS obtenu de renvoi préalable à un juge puîné et je demande un renvoi pour la comptabilité des biens familiaux sur les questions suivantes :

- Évaluation des avoirs communs et des dettes communes _____
- Éléments d'actif et de passif partageables et retraçage _____
- Propriété _____
- Autre _____

27. J'ai reçu la recommandation du juge puîné qui fixe les dates de la cohabitation ou de la séparation et je consens à ce qu'elles soient confirmées.

28. J'ai reçu la recommandation du juge puîné qui fixe les dates de la cohabitation ou de la séparation; je m'oppose à leur confirmation et demande une audience prioritaire sur cette question.

MODIFICATION DES ALIMENTS OU ANNULATION DE L'ARRIÉRÉ

29. Si vous demandez une réduction ou une annulation de l'arriéré des aliments, vous devez remplir le tableau qui suit pour chacune des années visées par l'arriéré.

Pension alimentaire mensuelle fixée par le tribunal	Année	Ligne 150 de la déclaration fiscale	Pension alimentaire payable	Pension alimentaire payée	Arriéré/Paiement excédentaire

30. Veuillez énoncer brièvement la solution que vous proposez pour régler la question de l'arriéré.

31. Demandez-vous une ordonnance de suspension de l'exécution d'une ordonnance alimentaire?

- Non Oui (*Joignez une lettre du directeur des Programmes d'aide donnant le point de vue du ministère sur la question.*)

AUTRES QUESTIONS (qui n'ont pas déjà été mentionnées)

32. Décrivez brièvement les autres questions en litige entre les parties.

La partie appose sa signature si elle n'est pas représentée par un avocat :

Date de la signature de la partie

Signature de la partie

Seul l'avocat appose sa signature s'il représente la partie :

Date de la signature de l'avocat

Signature de l'avocat